

**ANALYSE DES EFFETS DU COMMERCE REGIONAL SUR LA
CROISSANCE ECONOMIQUE DES PAYS DE L'UEMOA**

**ANALYSIS OF THE EFFECTS OF REGIONAL TRADE ON
ECONOMIC GROWTH IN UEMOA COUNTRIES**

MOHAMADOU Moustafa

Enseignant-chercheur Université Saint Thomas d'Aquin (USTA),
Questions globales de politiques économique (QGPE)

Date de soumission : 10/11/2024

Date d'acceptation : 11/12/2024

Pour citer cet article :

MOHAMADOU. M. (2024) « Analyse des effets du commerce régional sur la croissance économique des pays de l'UEMOA », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 12 » pp : 596- 623.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article a pour objectif de faire une analyse empirique de l'effet du commerce régional sur la croissance économique des pays de l'UEMOA sur la période 1994 à 2022. Pour ce faire nous admettons l'hypothèse d'existence d'effet du commerce régional sur la croissance économique, et testons si l'ouverture commerciale a un effet sur la croissance économique des pays membres. Nous utilisons le modèle à effets individuels fixes pour identifier de façon endogène l'ouverture commerciale sur la croissance économique. Les principaux résultats montrent qu'en premier lieu un lien positif et significatif entre l'ouverture commerciale et la croissance économique des pays de l'UEMOA et en second lieu un lien positif mais non significatif entre les investissements directs étrangers et la croissance économique des pays de l'UEMOA. De façon spécifique, cela s'explique par les caractéristiques variées des économies de l'union, notamment l'Indicateur de Performance des IDE faible et l'affectation de ces IDE dans les secteurs non porteurs de croissance économique. Nos résultats soulignent l'importance de l'amélioration de la qualité des institutions pour instaurer un environnement propice aux investissements et à la croissance économique.

Mots clés : Effets du commerce, Croissance économique, UEMOA, Ouverture Commerciale, Investissements Directs Etrangers (IDE).

Abstract

The aim of this article is to carry out an empirical analysis of the effect of regional trade on the economic growth of WAEMU countries over the period 1994 to 2022. To do this, we assume the existence of an effect of regional trade on economic growth, and test whether trade openness has an effect on the economic growth of member countries. We use the individual fixed effects model to endogenously identify the impact of trade openness on economic growth. The main results show firstly a positive and significant link between trade openness and economic growth in UEMOA countries, and secondly a positive but non-significant link between foreign direct investment and economic growth in UEMOA countries. Specifically, this can be explained by the varied characteristics of the union's economies, notably the low FDI Performance Indicator and the allocation of FDI to sectors not conducive to economic growth. Our results underline the importance of improving the quality of institutions to create an environment conducive to investment and economic growth.

Keywords : Trade effects, Economic growth, UEMOA, Trade openness, Foreign Direct Investment (FDI).

Introduction

Le commerce international a lieu parce qu'aucun pays ne dispose de tous les facteurs de production (terre, travail, capital, technologie) sur son propre territoire. La littérature théorique de la croissance et du commerce international affirme dans sa majorité que ce dernier stimule la croissance économique à long terme. La croyance théorique dominante est que les économies ouvertes qui participent plus aux échanges internationaux croissent plus rapidement que celles fermées (Edwards, 1998) dans le sens où, grâce à la spécialisation, le commerce international permet à chaque pays de réaliser des économies d'échelles et à produire de façon efficiente. Il contribue à une allocation efficiente des ressources et peut conduire à une croissance plus rapide qui peut se traduire par une plus grande accumulation des facteurs, particulièrement pour les pays avec un niveau de diffusion technologique et de connaissance avancé (Rivera-Batiz & Romer, 1991). Depuis lors, le commerce international est considéré comme un déterminant important parmi les nombreux catalyseurs de la productivité et de la croissance économique. Malgré que les conclusions des tous premiers travaux soient en faveur d'un effet positif du commerce international sur la croissance économique, il existe toujours des controverses dans les débats sur ce sujet. En effet, certains auteurs, affirment que le commerce entre les pays pourrait avoir des effets néfastes sur la croissance économique (Cameron et al., 2000 ; Kim & Shin, 2002 ; Khanal, 2021). D'autres par contre pensent que produire individuellement à des fins d'échange pour chaque pays devenait complexe pour la compétitivité de ce dernier au regard de la concurrence à l'international. On assiste alors à une scène à laquelle les petites économies se font englober par les grandes. Il y a donc nécessité d'union des pays en région pour produire et faire face à la concurrence au reste du monde. C'est ainsi que la régionalisation du commerce est née dans le but d'intensifier les échanges entre des pays géographiquement proches associés dans des zones de libre commerce voire un processus d'intégration politique afin de favoriser la croissance économique de ces pays.

Le commerce régional est de nos jours au centre des préoccupations des décideurs publics dans la plupart des pays en raison notamment de son rôle crucial dans la croissance économique des pays. Pour les économies en développement, et même pour les économies développées en l'occurrence les pays européens, la construction des blocs régionaux semble s'apparenter à un processus répondant à l'évolution dynamique de la mondialisation (Opimba, 2009). Ceci conduit justement à un débat théorique et contradictoire sur l'essence même de la régionalisation face à la mondialisation. Si, pour certains, le regain du régionalisme est une réponse alternative à l'approfondissement difficile du multilatéralisme à l'échelle universelle (Nanfosso & A,

2016), pour d'autres, la préférence communautaire qui se dégage du régionalisme est vue comme une forme du nouveau protectionnisme inter-blocs (Coissard, 2009). Pour d'autres encore, la poursuite des constructions régionales s'inscrit dans la continuité du processus de la mondialisation et n'entrave en rien son évolution (Melo & Panagariya, 1995). Ainsi, les approches libérales industrielles et territoriales de l'intégration régionale visent avant tout la possibilité d'accroître le commerce entre les États membres et ensuite leurs croissances économiques.

En Europe, le marché unique a créé d'innombrables liens entre les pays membres. C'est le plus grand marché mondial. Il offre un espace de croissance et d'interaction exceptionnel à plus de 21 millions d'entreprises européennes. Le commerce entre les pays de l'Union représente plus de 20% du PIB européen, soit deux fois plus qu'avec le reste du monde. Les relations commerciales entre les pays de la zone Euro ont subi de profonds changements depuis deux décennies. De 1995 à 2015, les échanges entre pays européens du bloc ont été multipliés par 2,3 (Bureau et al., 2023).

En Amérique, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA), les échanges commerciaux entre ses partenaires ont plus que triplé pour atteindre 946,1 milliards \$US en 2008. Au cours de cette période, le commerce entre le Canada et les États-Unis a presque triplé, tandis qu'il a plus que quadruplé entre le Mexique et les États-Unis. Aujourd'hui, les échanges quotidiens de marchandises entre les partenaires de l'ALENA se chiffrent à environ 2,6 milliards \$US, ce qui équivaut à quelques 108 millions \$US l'heure. L'ALENA a créé la deuxième zone de libre-échange au monde par ordre d'importance concernant près de 400 millions d'habitants et un tiers du PIB mondial (environ 8 000 milliards de dollars USD) en 2017 (Matveev & Ruge-Murcia, 2023).

C'est dans cette optique d'intégration, de développement régional, héritée des morcellements (géographiques, culturels et institutionnels) et de panafricanistes engagés, à l'instar de Kwame Nkrumah depuis les années 50 qu'en Afrique de l'Ouest, certains pays, notamment le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo se sont lancés dans la création de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) le 10 janvier 1994 à Dakar (Asante, 1998). Cette intégration est née de la volonté des dirigeants africains d'assurer la promotion des échanges commerciaux régionaux, la diversification des économies et l'optimisation des moyens de production, tout en réduisant leurs dépendances vis-à-vis de l'extérieur et propulser leur croissance économique. L'UEMOA s'appuie sur une monnaie commune (le franc CFA) (Sarr, 2015) pour asseoir l'intégration économique avec pour

principale institution, la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO). L'UEMOA apparaît comme l'une des zones les plus intégrées en Afrique. Plusieurs études empiriques confirment cette plus forte intégration de l'UEMOA parmi les blocs économiques et monétaires régionaux en Afrique (Balogan, 2021; Gammadigbé, 2012; Laffiteau & Samaké-Konaté, 2016; Musungaie, 2010).

Les échanges entre les pays de l'UEMOA en 2020 sont estimés à 4,1 Milliards d'Euro (dont 28,8% de produits pétroliers), à un niveau stable par rapport à l'année précédente (-0,7%), soit 14,7% des exportations totales de la région. La Côte d'Ivoire et le Sénégal dont les tissus industriels sont les plus développés, sont ainsi logiquement les principaux fournisseurs de la région, avec respectivement 33,6% et 26,9% des exportations totales en 2021. A l'inverse, le Mali et le Burkina Faso, pays géographiquement enclavés occupent les premières et deuxième places des importateurs au sein de l'UEMOA, avec respectivement 40,7% et 20,4% des approvisionnements. La part des échanges régionaux demeure faible et très en deçà de l'objectif de 25% fixé par le programme régional de développement des échanges commerciaux dans l'espace UEMOA. Plusieurs facteurs expliquent cette faiblesse. En premier lieu, le manque de complémentarité entre les économies nationales, du fait de la similarité des biens exportés (matières premières brutes ou produits faiblement transformés) et importés (biens de consommation finale et intermédiaires) par chaque pays, reflétant la faible diversification de leurs tissus productifs. Outre la faiblesse des infrastructures routières, le commerce régional souffre des défauts de bonne gouvernance sur les axes d'échanges avec des contrôles, prélèvements et frais non justifiés. La zone se caractérise également par des distorsions en matière de concurrence, en particulier, des difficultés pour certaines entreprises à avoir accès aux marchés, notamment publics, de certains pays de l'Union (UEMOA, 2022). Ce fait entre en lien avec les théories de la dépendance de Jagdish Bhagwati qui dit que les échanges entre des pays pauvres entraînent une croissance appauvrissante.

Dès lors, la question qui se pose est de savoir si le commerce régional de l'UEMOA affecte la croissance économique des pays membres ? L'objectif de ce papier est d'analyser les effets du commerce régional de l'UEMOA sur la croissance économique des économies qui la compose. Pour atteindre cet objectif, les données secondaires issues de la base des données de la Banque Mondiale ont été utilisées.

La suite de l'article s'articule autour de trois points. Le premier point analyse la revue théorique du commerce régional en lien avec la croissance économique. Le second point met en relief la méthodologie utilisée et le dernier point est consacré à l'analyse des résultats

1. Revue de littérature du commerce sur la croissance économique

1.1. Relations théoriques entre commerce et croissance économique

La question du commerce international a fait l'objet d'une première analyse scientifique vers le 18^e siècle. Les analyses menées par les classiques en occurrence Adam Smith (1776) et David Ricardo (1817) prônaient le libre-échange. Pour eux, la spécialisation permet aux pays de réaliser des économies d'échelles, favorise la hausse de production, des exportations, et donc une croissance qui augmente la variété des produits disponibles et stimule la recherche de gains en productivité. Il permet d'accroître la richesse créée, pour cela tous les pays ont intérêt à participer au commerce international. Le libre-échange basé sur la théorie des avantages comparatifs est ainsi source d'efficacité économique et permet une meilleure allocation des ressources (Siroën & Andrade, 2016).

Plusieurs économistes renouvellent à cet effet la théorie du commerce et créent ce qui est connu comme le modèle HOS (Heckscher, Ohlin et Samuelson). Selon ce modèle, les pays riches et avancés technologiquement, se spécialisent dans les productions nécessitant des techniques de pointe et les pays pauvres dans des secteurs nécessitant beaucoup de main d'œuvre. Mais, ce modèle HOS est vivement critiqué, car il ne correspond pas à ce que l'on constate dans le commerce. Les échanges ne semblent pas s'effectuer uniquement sur la base de dotation en facteurs de production. Krugman relève alors ce qu'il appelle le commerce intra-branche. Ce qui se matérialisé en Europe par la vente des Airbus aux États-Unis l'achat des Boeing, tout le contraire des prédictions du modèle HOS. De cette critique est née la nouvelle théorie du commerce international, qui introduit des explications fondées sur la concurrence imparfaite. Cette nouvelle approche montre l'importance des rendements d'échelle croissants et établit un lien positif entre concentration géographique des activités et croissance (Siroën & Andrade, 2016). Aussi, Krugman, en expliquant les flux observés par la concurrence imparfaite, a fait recours notamment à des modèles fondés sur la différenciation des produits et l'existence de rendements croissants. En offrant une formalisation mathématique, la nouvelle théorie du commerce prolonge les travaux précurseurs de Linder et Vernon (1960). Ces derniers pointaient déjà les limites des théories traditionnelles pour rendre compte des faits, tels que l'échange de produits similaires entre pays riches (Gaudard, 2006). Si cette approche reste favorable à l'ouverture au commerce, elle montre l'utilité qu'il peut y avoir pour l'État à mener une politique industrielle. En effet, en soutenant temporairement un secteur, l'État peut l'aider à gagner une taille critique qui lui permettra ensuite de bénéficier de rendements d'échelle croissants et d'être compétitif sur le marché mondial.

Cependant, même dans les nouvelles théories du commerce international qui prennent en compte les rendements d'échelle et la concurrence imparfaite, les gains restent statiques. C'est dans la théorie de la croissance qu'on peut alors venir chercher les gains dynamiques. Les modèles de croissance néo-classiques, issus du modèle de Solow (1957) (Bouyacoub, 2012; Vujisic, 2012), assument que le changement technologique est exogène. Dans un tel cadre, les politiques commerciales d'un pays ne peuvent donc pas être considérées comme un élément affectant sa croissance. Depuis le début des années 1990, les nouvelles théories de croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Il devient alors possible de combiner la nouvelle théorie du commerce internationale et celle de la croissance endogène. Chassagnon, (2012) ; Crifo-Tillet, (1999) et Grossman et Helpmann (1991) démontrent que l'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent de nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologie, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficace et sa productivité augmente. On s'attend alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus protectionnistes. Cependant, ils relèvent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont la situation initiale.

Cette situation détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc de son taux de croissance. L'ouverture d'une petite économie peut la conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance, contribuant plutôt à laisser le pays dans le sous-développement. Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d'ouvertures appropriées. Chassagnon, (2012) et Crifo-Tillet, (1999) avancent également qu'un pays protégeant son économie peut stimuler sa croissance. Cela est possible dans le cas où l'intervention gouvernementale encourage l'investissement domestique selon les avantages comparatifs du pays.

Certains auteurs (Mrabet, 2010 ; Leamer (1995) ; Melo & Panagariya, (1995) et Batra (1992)) restent sceptiques quant à cette vision dans leurs travaux. Car, la libéralisation des échanges réduit les tarifs, et par conséquent, diminue le prix relatif des biens domestiques manufacturés. Ces biens deviennent moins attractifs que les biens étrangers, et l'économie domestique peut alors subir une perte. Néanmoins, même si ces travaux encouragent des politiques protectionnistes sous certaines conditions, aucun n'encourage la protection comme stratégie de développement à long terme. La protection est vue comme une stratégie de court terme afin de préparer adéquatement l'économie à l'ouverture des marchés. D'autres travaux, comme ceux

de Grossman et Helpman (1991), Rivera-Batiz et Romer (1991) et Romer (1990), portent leur attention sur les implications à long terme de l'intervention gouvernementale dans le commerce. Ils considèrent l'innovation comme source de croissance et encouragent donc des politiques d'ouverture. Dans leurs modèles, les gains du libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement (R&D). L'innovation générée contribue à augmenter le stock de connaissance et le transfert de technologie. De plus, le commerce international permet d'éviter aux pays de la R&D redondante qui pourrait détourner des ressources d'activités plus productives.

Hugon (2015) montre dans sa théorie que le commerce régional entre les petites économies n'a aucun impact positif sur la croissance et que ces dernières ont intérêt à échanger avec de grandes économies (Hugon, 2015 ; Raissa et Salif, 2023). Pour Torstensson (1999) l'intégration européenne a été favorable à la croissance, les canaux principaux étant le transfert du savoir-faire et l'accroissement des investissements. Spilimbergo et al. (1999) montrent que les accords commerciaux régionaux pourraient inhiber la croissance en changeant la composition du commerce en faveur des produits de faible composition technologique ou des marchandises avec moins d'effet d'apprentissage par la pratique (Spilimbergo et al., 1999). Cette thèse est aussi celle développée par Puga et Venables (1998) et Venables (2003) qui montrent que les accords commerciaux Sud-Nord offrent de meilleures perspectives pour les pays du Sud (Venables, 2003 ; Bastidon, 2017).

1.2. Relations empiriques entre commerce et croissance économique

La plupart des travaux empiriques utilisent des régressions en coupe transversale sur un ensemble de pays pour analyser cette relation. Les coefficients de corrélation se faisaient soit entre la croissance des exportations et le Produit Intérieur Brut (PIB), soit entre des indices représentant l'ouverture commerciale ou les politiques commerciales et la croissance de long terme. Plusieurs études ont abouti au résultat selon lequel il existe une relation positive entre le commerce et la croissance économique. Balassa (1965) examine l'hypothèse selon laquelle les pays tournés vers l'exportation connaissent une meilleure performance en termes de croissance économique que les pays qui adoptent une politique de substitution aux importations. De plus, il établit une relation positive entre croissance des exportations et croissance du produit national brut (PNB) net des exportations. Cette corrélation donne ainsi une idée sur l'impact total des exportations sur la croissance économique tout en reflétant les effets indirects des exportations à travers les revenus et les coûts associés. S'inspirant de ce travail pionnier, Edwards (1992),

Dollar (1992), Sachs et Warner (1995), admettent également que la libéralisation des échanges ou l'ouverture commerciale présente un impact positif sur la croissance.

Pour leur part, Dollar (1992), Barro et Sala-I-Martin (1995), Sachs et Warner (1995), Edwards (1998) et Greenaway et al. (1998), en utilisant des régressions en coupe transversale, ont trouvé que les distorsions dues à l'intervention de l'état au niveau du commerce menaient à de faible taux de croissance. Ben-David (1993) et Sach et Warner (1995) ont par ailleurs démontré que c'est seulement dans les économies ouvertes qu'on pouvait observer une convergence inconditionnelle. Sach et Warner (1995) ont trouvé que les pays avec des politiques d'ouverture crurent à un rythme de 4,5% par année dans les années 1970 et 1980 et qu'en revanche, les pays relativement fermés avaient un taux de croissance de seulement 0,7%. Ils notent toutefois qu'une relation robuste est difficile à trouver et à justifier (Richet, 2014 ; Mano, 2015). Une contribution significative à ce sujet se retrouve dans les travaux de Frankel et Romer (1999). Ils utilisent une méthode à variables instrumentales incluant des caractéristiques géographiques, et confirment que le commerce a non seulement un impact important et significatif sur la croissance économique mais aussi sur le commerce intra-pays (Gnimassoun, 2019).

Michaely (1977) a utilisé quant à lui un échantillon de cinquante un (51) pays en développement pour la période 1950-1973 pour tester la significativité du commerce sur la croissance économique. Selon le critère de revenu annuel par tête en 1972 par rapport à un niveau de trois cent (300) dollars, il a scindé son échantillon en deux sous-groupes (Blancheton, 2004). Il a tiré la conclusion selon laquelle la relation entre croissance économique et ouverture commerciale est positive mais plus significative pour les pays développés. Balassa (1978), Heller et Perter pour leur part, parviennent à la même conclusion. Harrison (1996) arrive à des conclusions similaires en utilisant une variété d'indicateurs d'ouverture. En procédant à différentes méthodes d'estimations (coupe transversale, effets fixes, moyenne sur cinq ans), les résultats obtenus montrent une relation positive entre le commerce et croissance économique. Toutefois, ce ne sont pas toutes les mesures d'ouverture qui furent significatives, malgré le fait qu'elles furent pour la plupart de signe positif. Noguier et Siscart (2005) menant une étude sur un échantillon de 98 pays, aboutissent à une relation positive entre le commerce et la croissance économique, mais aussi que l'échange entre les pays améliore les revenus des couches de la population qui pratiquent des activités de production (Kohpaiboon, 2009).

Par ailleurs, les travaux de Rodrik et Rodriguez (2000) mettent en cause cette relation. Ils concluent plutôt à une absence de relation robuste entre le commerce et la croissance économique. Les raisons évoquées varient d'une mauvaise construction des indices, des

données inexactes, cadre temporel de mesure inadéquate, subjectivité de l'analyse et corrélation avec d'autres facteurs non commerciaux tels que la géographie et la taille. De leurs recherches sur la thématique, ils concluent également qu'il existe peu d'évidences supportant l'opinion selon laquelle la politique de libéralisation commerciale conduit à une croissance économique automatique. Frankel et Rose (2002) montrent que la conclusion concernant la relation ouverture et croissance était trop robuste à l'inclusion des variables géographiques et institutionnelles dans l'équation de croissance (Ngakoli, 2020).

La critique de Rodriguez et Rodrik (2000) a conduit plusieurs autres auteurs à introduire plusieurs autres variables et ont tenté de déterminer leurs impacts sur la croissance (Agbahoungba, 2019). Sur le sujet, Levine et Renelt (1992) soulignaient qu'il existe une forte corrélation entre toutes les politiques de croissance. Par conséquent, avec une introduction de toutes les variables de politiques économiques dans l'analyse, il serait d'une part difficile de déterminer leur effet individuellement et d'autre part, facile d'attribuer l'effet des variables de politiques économiques et institutionnelles omises au commerce. Partant de ces critiques, Irvin et Tervio (2000) ont pris en compte certaines périodes de temps supplémentaires de 20^{ème} siècle et ont réexaminé les conclusions de Frankel et Romer (2000) en utilisant la méthode de 2SLS. Ils aboutissent aux résultats selon lesquels les conclusions étaient robustes à différentes périodes de temps. De plus, le coefficient de l'estimateur 2SLS s'est avéré significatif au niveau conventionnel en comparaison à la significativité marginale obtenue par Frankel et Romer (2000). Cependant, l'ajout d'autres variables géographiques telles que la latitude affecte négativement la robustesse des résultats. En outre, après un léger ajustement de la méthodologie de Frankel-Romer, Irvin et Tervio (2000) ont prouvé que l'estimation par la méthode MCO sous-estimait l'effet réel du commerce sur le revenu. Pour leur part, Kneller et al. (2008) ont investigué sur la relation existante entre la libéralisation commerciale et la croissance économique. Ils affirment que l'existence d'un lien robuste reste une question jusque-là non résolue. Pour eux, la diversité de résultats obtenus pourrait être due à l'omission d'un nombre important de variables de la régression. Dans ces conditions, Kneller et al. (2008) ont conclu que leurs propres résultats devraient seulement être interprétés de façon subjective et au cas par cas avec une grande précaution lors de la généralisation des conclusions concernant la libéralisation commerciale et ses effets sur les taux de croissance.

S'intéressant aux pays développés tels que ceux de l'OCDE et les pays en développement tels que Singapour, Malaisie, Corée, etc., Dollar et Kraay (2004), en se basant sur les travaux de Srinivasan et Bhagwati (1999) ont examiné les effets de la libéralisation commerciale sur la

croissance. Ils ont choisi un tiers (1/3) des pays en développement en raison de l'augmentation de la part du commerce dans leur PIB à prix constant sur vingt ans passés et également en raison de la réduction de leur tarif et qui ont connu un accroissement graduel de leur croissance économique. Les résultats ont mis en évidence une forte corrélation entre les variations de la croissance des dix (10) années et les changements observés dans le volume des échanges commerciaux. Pour leur part, Wacziarg et Welch (2003) ont repris les travaux de Sachs et Warner (1995) en utilisant une nouvelle base de données sur les indicateurs d'ouverture et de libéralisation commerciale. Les résultats obtenus supportent l'existence des effets positifs et robuste de la libéralisation commerciale sur la croissance économique.

Plusieurs travaux se sont aussi focalisés fondamentalement sur la relation de long terme existant entre le commerce, la libéralisation commerciale et la croissance économique dans les pays (des pays en développement, en transition d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) ayant connu un niveau d'ouverture commerciale élevé. A cet effet, Sarkar (2008) a analysé le lien entre le commerce et la croissance économique à partir des données de panel pour 51 pays moins développés notamment les pays de l'Asie de l'Est. Il conclut que pour un grand nombre de ces pays, il n'existe pas, à long terme, une relation positive entre la libéralisation et la croissance sauf pour le groupe des pays à revenus intermédiaires. Pour leur part, Dufrenot et Mignon (2010) ont appliqué l'approche de régression quantile pour tester l'hypothèse « Commerce-Croissance ». Ils aboutissent à la conclusion selon laquelle aussi bien à court, qu'à long terme, les effets de l'ouverture sur la croissance dans les pays à faibles taux de croissance sont plus élevés que dans les pays à fort taux de croissance. De plus, à partir de l'utilisation des variables instrumentales sur les données de panel, Brückner et Lederman (2012), et Votsoma & Mohammadou, (2020) quant à eux se sont intéressés à l'analyse de cette relation sur 41 pays d'Afrique subsaharienne. Ils relèvent que, la libéralisation commerciale a entraîné une croissance à court et long terme. Ce résultat s'inscrit en porte-à-faux à celui trouvé par Read et Parton (2009) au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda où ils ont remarqué que pendant que les changements s'opéraient dans les politiques du commerce international lors de la fin des années 1980 et au début des années 1990, la balance commerciale de ces trois pays s'est détériorée au cours des vingt-cinq dernières années. La régionalisation du commerce pourrait donc ne pas être la meilleure initiative pour les pays d'Afrique Subsaharienne en raison du manque d'infrastructures, d'institutions faibles et peu développées, de la faiblesse du cadre politique et des conditions non réciproques d'accès aux marchés imposées par les pays développés (Read & Parton, 2009).

Dans cette même perspective, Zahonogo (2016) a utilisé un modèle de croissance dynamique et a employé la technique d'estimation du groupe moyen groupé et a testé le lien empirique entre le commerce et la croissance économique pour 42 pays d'Afrique subsaharienne. Pour l'auteur, le lien entre commerce et croissance économique est non linéaire pour les pays d'Afrique subsaharienne. De plus, il existe un seuil en dessous duquel le commerce est bénéfique à la croissance économique (Zahonogo, 2016). En s'intéressant à l'intensité et la magnitude de la relation causale entre l'ouverture commerciale et la croissance économique de long terme, Eris et Ulasan (2013) pour leur part ont employé une approche bayésienne appliquée sur un échantillon de 66 pays. Ils concluent que la libéralisation commerciale est une variable fondamentale de la croissance de long terme. En insérant la variable de développement financier et à partir d'une approche de causalité sur les données de panel sur 21 pays africains, Menyah, Nazlioglu et Wolde-Rufael (2014) ont examiné à leur tour la relation causale existant entre le commerce international et la croissance (Behanzin & Konte, 2021). A contrario, leurs résultats ont montré peu de soutien validant l'hypothèse de croissance fortement dépendante du commerce. Donc, les changements récents dans la politique commerciale ne semblent pas avoir d'effet significatif sur la croissance économique (Opoku et al., 2019). Poursuivant dans cette même dynamique, Jacques Shusu (2020) dans son étude sur l'effet du commerce régional des pays de la zone CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale) sur la croissance économique sur la période 1995 à 2018 parvient aux résultats selon lesquels, il existe une faible participation des échanges entre les pays de la CEMAC (SHUSU, 2019). Il trouve néanmoins plusieurs justifications à sa cause. Une justification théorique simple est que le commerce au sein de la zone CEMAC ne remplit pas les conditions prévues par la théorie du commerce international pour promouvoir la croissance. En effet, la similarité dans la spécialisation des types de produits ne favorise pas la complémentarité. Le canal des transferts technologiques semble également inopérant au sein de la CEMAC (Damdam et al., 2023). Prince Tafuteni (2015) a étudié l'effet de l'ouverture économique régionale et dynamique de la croissance économique dans la sous-région de la SADC (Communauté Economique Régionale de l'Afrique Australe) en utilisant un modèle à effets aléatoires spécifié sur données de panel de 1990 à 2013. Ses principales conclusions montrent que : l'amélioration de l'ouverture régionale en Afrique Australe (SADC) à travers un plus grand respect des critères de convergence et la libéralisation commerciale, augmente fortement la croissance des pays de la zone, cette augmentation étant plus fortement liée à la structure de chaque économie.

L'ouverture globale des pays de la SADC à l'intégration régionale explique à 3,97 points la variation de leur croissance économique.

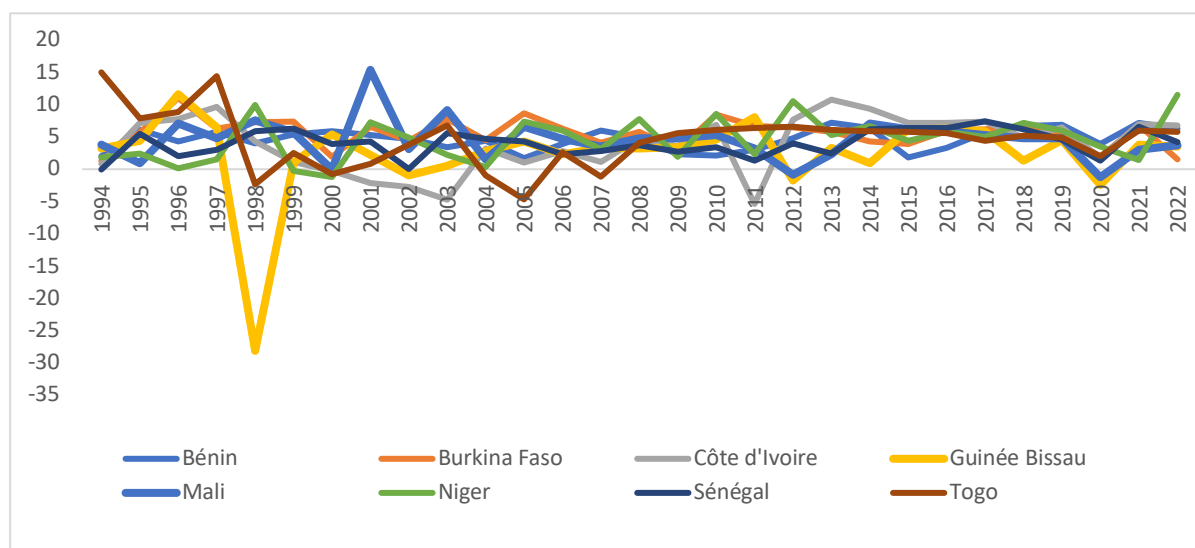
2. Analyse descriptive de quelques grandeurs des pays de l'UEMOA

Ce point passe en revue certains faits stylisés sur l'évolution de la croissance économique et des principaux agrégats de l'ouverture commerciale des pays de l'UEMOA

2.1. Évolution de la croissance économique des pays de l'UEMOA

Les pays de l'UEMOA constituent un important espace économique, dans la mesure où sa population est estimée à 141,26 millions avec une superficie de 3,51 millions de km² et un taux de croissance estimé à 5,7% (UEMOA, 2023). Cependant, il existe des écarts considérables entre pays, sur les plans tant démographiques qu'économique. S'agissant de la population, la Côte d'Ivoire est le plus peuplé et la Guinée Bissau le moins peuplé. Sur le plan économique, la Côte d'Ivoire et le Sénégal réalisent plus de 60% des échanges de l'espace communautaire. Malgré le contexte international caractérisé par une croissance économique mondiale modeste, entre 2011 et 2019, la zone UEMOA a enregistré des taux de croissance moyen du PIB réel excédant 5% par an (Agbahoungba, 2019). En 2020, la région a fait preuve d'une certaine résilience face à la pandémie avec un taux de croissance de 1,7% avant d'enregistrer un important rebond à 5,9% en 2021. Le choc mondial lié à la guerre en Ukraine a modérément affecté la reprise post-COVID de l'UEMOA. En effet, la croissance a légèrement ralenti en 2022 à 5,7%, soutenue par les investissements et la consommation finale (DGT_Côte d'Ivoire, 2023). Le PIB varie considérablement d'un pays à un autre, ce qui témoigne, notamment des différences de performance entre les différents pays en matière de gestion macroéconomique. Le classement des Etats membres de l'UEMOA dans le rapport 2019 du PNUD sur l'IDH indique que tous appartiennent à la catégorie des « Pays à faible développement humain » avec un revenu par habitant de 970 US. Cette faiblesse de l'IDH est préoccupante, dans la mesure où elle témoigne de la progression du niveau de pauvreté imputable à la mauvaise performance économique associée, notamment les obstacles au renforcement de l'intégration régionale. Selon les estimations, 30 à 40 % de la population de la sous-région vit dans la pauvreté absolue, comme en témoignent les bas niveaux des indicateurs sociaux, notamment ceux de malnutrition, de chômage, de sous-emploi, d'espérance de vie et/ou d'accès aux services basiques de soins de santé. Il convient également de souligner qu'au sein de l'UEMOA, la performance économique a varié et continue de varier considérablement, reflétant, entre autres facteurs, les différences de performance en matière de gestion macroéconomique des différents pays comme relevé par la figure 1 ci-dessous.

Figure N°1 : Évolution des taux de croissance du PIB au sein de l'UEMOA de 1994 à 2022



Source : Analyses de l'auteur à partir des données issues de la Banque Mondiale

Les courbes de productivité des économies de l'UEMOA maintiennent une irrégularité économique sur toute la période de l'étude. Il ressort de ce graphique que les écarts de productivité entre pays demeurent sensiblement maintenus depuis la même période. L'une des explications que l'on peut apporter à ces écarts de croissance, est que ces Etats sont caractérisés par des structures économiques hétérogènes (Padoan, 2010) et par les aspects spécifiques et conjoncturels. Raison pour laquelle, certains pays ont de meilleures performances que d'autres. En outre, la forte chute de croissance observée en 1998 pour la Guinée Bissau par rapport à d'autres pays de notre échantillon, membre de la région s'expliquerait par les effets de l'instabilité politique et économique du pays, notamment les événements du 07 juin 1998 qui ont pris la forme d'une guerre civile (BAD, 2019). On remarque également une forte augmentation des taux de croissance du Togo en 1997 et le Mali en 2001. Ces croissances sont dues aux augmentations des cours du coton, du phosphate, du cacao et de l'or.

2.2. Évolution des exportations

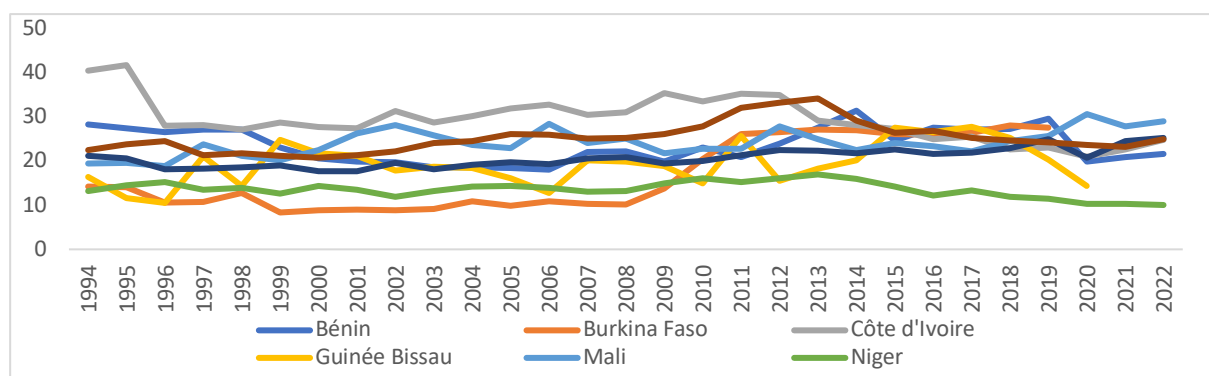
Les échanges intra-UEMOA en 2021 sont en hausse de 17,3% par rapport à 2020 et soit 13,7% des exportations totales de la région. Les exportations totales ont progressé à un rythme plus soutenu. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, dont les tissus industriels sont les plus développés, sont les principaux fournisseurs de la région, avec respectivement 36,4% et 29,2% des exportations intra régionales totales en 2021, contre respectivement 35,8% et 28,8% en 2020. A l'inverse, le Mali et le Burkina, pays géographiquement enclavés occupent les 1ère et 2èmes places des

importateurs intra-communautaires, avec respectivement 46,8% et 20,4% en 2021 des approvisionnements, contre 42,8% et 21,6% en 2020 (BCEAO, 2022a).

Malgré la progression des exportations intra régionaux, la part des échanges intracommunautaires demeure faible et très en deçà de l'objectif de 25% fixé par le programme régional de développement des échanges commerciaux dans l'espace UEMOA (DGT_Côte d'Ivoire, 2023b). Plusieurs facteurs expliquent cette faiblesse au premier rang desquels l'homogénéité des biens et services échangés dans l'espace, la similarité des biens exportés (matières premières brutes ou produits faiblement transformés) et importés (biens de consommation finale et intermédiaires) par chaque pays, qui font que cette intégration souffre de la faiblesse de complémentarité entre les économies nationales reflétant la faible diversification de leurs tissus productifs. Par ailleurs, outre la faiblesse des infrastructures routières, le commerce régional souffre des défauts de bonne gouvernance sur les axes d'échanges avec des contrôles, prélèvements et frais non justifiés. La zone se caractérise également par des distorsions en matière de concurrence, en particulier, des difficultés pour certaines entreprises à avoir accès aux marchés, notamment publics, de certains pays de l'Union.

Les exportations totales de biens en valeur des pays de l'UEMOA se sont établies à 20.466,0 milliards en 2021, en augmentation de 11,8% par rapport au niveau enregistré un an auparavant. Cette évolution est essentiellement imputable à une progression des ventes de caoutchouc (+42,8%), d'anacarde (41,9%), de produits pétroliers (+34,4%), de coton (31,8%), de cacao (11,5%) et d'or (+7,3%). La progression des ventes de caoutchouc, de produits pétroliers, de coton et de cacao est principalement en lien avec l'orientation favorable des cours internationaux. S'agissant de l'or et de l'anacarde, le dynamisme des ventes à l'extérieur est imputable aux volumes expédiés, dans un contexte de fléchissement des cours de ces spéculations sur les marchés internationaux. Les exportations de l'Union ont été marquées par un fléchissement de la part des produits miniers (pétrole, or et uranium), qui s'est établie à 38,9% en 2021, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2020, en ligne avec la baisse du poids des ventes d'or par rapport à 2020. En revanche, le poids des produits agricoles a augmenté de 1,2 point de pourcentage pour ressortir à 32,6% en 2021, essentiellement imputable à la filière du coton et de la noix de cajou (BCEAO, 2022b; Houefa, 2022)

Figure N°2 : Évolution des Exportations des pays de l'UEMOA de 1994 à 2022



Source : Analyses de l'auteur à partir des données issues de la Banque Mondiale

De la lecture de ce graphique, nous constatons une situation selon laquelle, les exportations des pays membres de l'UEMOA, évoluent différemment, compte tenu des spécificités des systèmes de production de chaque pays et des caractéristiques qui leur sont propres. On remarque une forte prépondérance des exportations de la Côte d'Ivoire sur la période 1999 à 2012, après une récession très prononcée de ses exportations de 1995 à 1996 suite à la crise politico-militaire de 1995 (Cogneau & Mesplé-Somps, 2003). Contrairement à la Côte d'Ivoire, sur la période 1996-2008, le Burkina Faso s'est montré le pays qui exporte le moins accompagné du Niger. Après cette tendance à la baisse des exportations, s'en suit une forte augmentation des exportations du Burkina Faso entre 2008 et 2019 grâce à l'exploitation minière qui a renforcé la production du coton (Grynspan & Oramah, 2022). Par contre les exportations du Niger ont maintenu une tendance à la baisse sur toute la période de l'étude. Les exportations des pays comme le Togo, le Bénin, la Guinée Bissau, le Mali et le Sénégal ont des tendances très diversifiées.

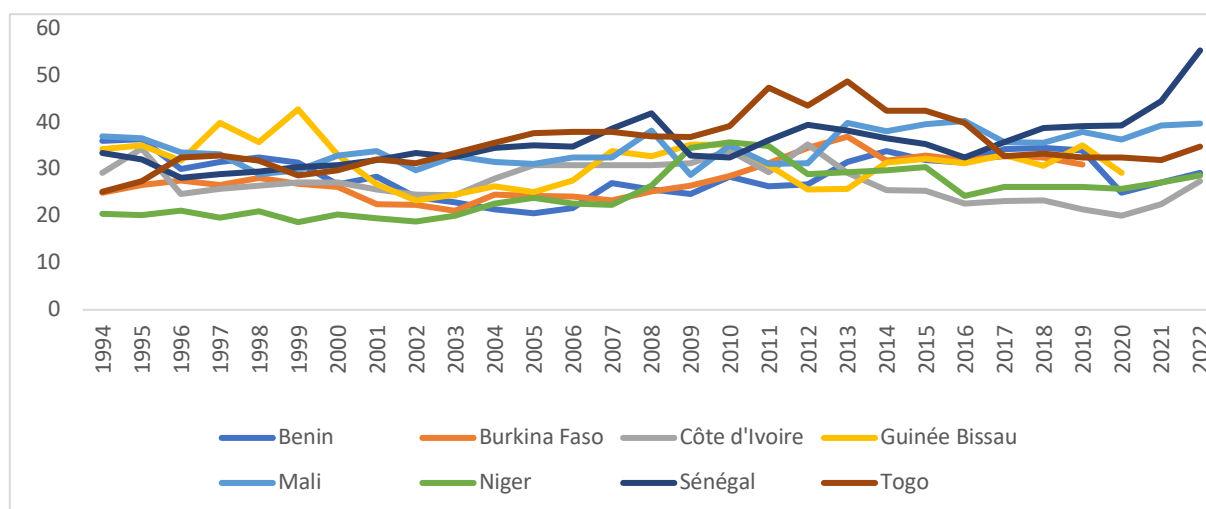
2.3. Évolution des importations

La reprise de l'économie mondiale, suite au choc provoqué par la pandémie de la COVID-19, s'est heurtée depuis le début de l'année 2021 à une crise des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale liées notamment : (i) aux effets des mesures de restriction liées à la pandémie de la COVID-19 sur l'offre, (ii) à la pénurie de conteneurs maritimes et de chauffeurs, (iii) à la crise des semi-conducteurs et (iv) à la saturation des capacités de stockage. Ces facteurs de perturbation des chaînes d'approvisionnement sont intervenus dans un contexte de forte hausse de la demande. Dans l'UEMOA, cette perturbation des chaînes d'approvisionnement s'est traduit notamment par une augmentation des coûts du fret. En effet, la facture du fret a représenté 4,0% du PIB de l'Union en 2021 contre 3,6% du PIB en 2020. Celle-ci représente en effet la principale source du déficit structurel de la balance des services (4,6% du PIB entre

2021-2021) et du déficit courant (4,5% du PIB entre 2011-2021). Les importations de biens en valeur FOB de l'Union sont ressorties à 21.652,0 milliards en 2021 contre 18.449,7 milliards en 2020, soit une hausse de 17,4%, imputable notamment à la hausse des acquisitions en biens d'équipement et intermédiaires (+28,1%) conjuguée à l'alourdissement de la facture énergétique (+24,9%) et à l'augmentation des approvisionnements en biens de consommation (+22,5%) en l'occurrence les produits alimentaires (BCEAO, 2022c).

L'analyse des parts des pays dans les importations fait ressortir une prédominance de la Côte d'Ivoire, qui concentre 31,1% des achats à l'extérieur de l'Union en 2021, contre 29,5% en 2020, suivi du Sénégal (20,9% contre 20,6%), du Mali (14,1% contre 13,5%) et du Burkina (10,2% contre 11,8%). En termes de contribution par pays, un examen des achats extérieurs montre que l'ensemble des pays de l'Union ont contribué positivement à la croissance des importations en 2021. La Côte d'Ivoire (+7,2%), le Sénégal (+3,9%) et le Mali (+3,1%) ressortent avec la grande partie. La contribution du Bénin a été de +1,7%, supérieure à celles du Niger et du Togo qui ont contribué à hauteur de +0,8% à la croissance des importations de l'union. La contribution du Burkina et de la Guinée-Bissau aux importations de biens de l'union a été de +0,1 en 2021. Les importations de services de l'Union se sont établies à 7.680,0 milliards, en augmentation de 15,7% par rapport à 2020 en liaison avec la hausse de la demande des services de transport adressée à l'extérieur. Rapportées au PIB, elles ont représenté 7,7% du PIB en 2021 contre 7,5% du PIB en 2020 (BCEAO, 2022c)

Figure N°3 : Évolution des Importations des pays de l'UEMOA de 1994 à 2022



Source : Analyses de l'auteur à partir des données issues de la Banque Mondiale

La lecture de la figure susmentionnée laisse entrevoir une situation selon laquelle les économies de l'UEMOA présentent une situation presque similaire avec des importations qui représentent entre 20 et 40 % de leurs productions intérieures. Néanmoins des économies des pays comme

la Guinée Bissau, le Togo et le Sénégal ont été tributaires des importations à plus de 40% respectivement dans les périodes 1999-2000, 2011-2015 et 2021-2022.

3. Méthodologie d'analyse

La présente recherche s'intéresse au cas spécifique des effets du commerce régional sur la croissance économique des pays de l'UEMOA et s'appuie sur des données de panel couvrant la période 1994-2022. Afin d'évaluer l'incidence du commerce régional sur les performances macroéconomiques de long terme dans l'UEMOA, nous nous basons sur le modèle à effets individuels développé par Ragnar Frisch, Trygve Haavelmo. Ce modèle, qui fait partie de la classe des modèles dynamiques, permet de capturer les différences constantes entre les individus, telles que des caractéristiques propres à chaque individu (pays) qui ne changent pas au fil du temps, améliorant ainsi les prévisions et l'efficacité des politiques, contrairement au modèle simple (non dynamique).

3.1. Modélisation des effets du commerce sur la croissance

Dans le cadre de notre recherche, nous cherchons à saisir les effets sur la croissance économique du commerce régional, tenant compte d'autres variables de contrôle indispensables dont l'influence, améliore les résultats. Sur la base des études menées par les nombreux économistes relevés dans la revue de littérature, nous avons sélectionné des variables que nous jugeons pertinentes pour notre modélisation économétrique. Ainsi notre modèle prend en compte le PIB, l'ouverture commerciale, les investissements directs étrangers, le développement financier, le capital humain, l'inflation et les investissements domestiques (Patrick, 2002).

Ainsi, nous nous proposons d'estimer un modèle de panel en partant de la fonction linéaire de croissance suivante (forme fonctionnelle linéaire) :

$$Y = A \cdot F(K, H, L)$$

Où Y représente la production totale de l'économie, A le niveau de technologie et $F(K, H, L)$ la fonction de production avec le capital (K), le capital humain (H) et le travail (L) comme facteurs de production.

Partant de ce modèle, la forme fonctionnelle de notre modèle linéaire s'écrit :

$$PIB = F(OUV, IDE, DEVFIN, CAPHU, TI, INV)$$

Afin de rendre notre modèle mathématique en modèle économétrique il va falloir intégrer le terme d'erreur qui permet de voir la marge d'erreur commis lors des estimations. En définitif notre modèle se présente pour chaque pays (i) au temps (t) comme suit :

$$PIB_{it} = \beta_0 + \beta_1 OUV_{it} + \beta_2 IDE_{it} + \beta_3 DVFIN_{it} + \beta_4 CAPHU_{it} + \beta_5 TI_{it} + \beta_6 INV_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec Ouverture Commerciale (Ouv) ; Investissements Directs Etrangers (IDE) ; Développement Financier (DVFİN) ; Investissement en Capital Physique (INV) ; Investissement en Capital Humain (CAPHU) ; Inflation (TI)

4. Résultats des estimations des effets marginaux, des élasticités moyennes et discussion

Le tableau N°1 présente les résultats d'estimation du modèle à effets fixes retenu dans le cadre de notre étude suite aux résultats du test de Hausman

Tableau N°1 : Résultats des Estimations des effets marginaux

PIB	Coefficients	P-value
OUV	0.01	0.01***
IDE	0.02	0.89
DEVFIN D1.	0.01	0.80
INV D1.	0.01	0.00***
TI	0.00	0.00***
CAPHU	0.01	0.05**
Nombre d'observation : 224		
R ² : 0.7723		
Prob > F = 0.0002		
F (7, 210) = 3.11		
Effets fixes		
Individu	Code	Valeur des effets fixes
Benin	1	-0.34
Burkina Faso	2	2.24
Côte d'Ivoire	3	-0.06
Guinée Bissau	4	-3.14
Mali	5	1.09
Niger	6	1.42
Sénégal	7	0.17
Togo	8	-1.36

Source : Construit par l'auteur à partir de Stata 16.1

De ces résultats nous remarquons que, les paramètres des variables telles que l'ouverture commerciale, l'investissement en capital physique et l'inflation sont significatifs au seuil de 1%, celui de l'investissement en capital humain quant à lui est significatif au seuil de 5%. Seuls ceux des investissements directs étrangers et du développement financier ne sont pas

significatifs. Le modèle est globalement significatif au seuil de 1% et les variables retenues permettent de capturer environ 77.23% de la variance dans la variable dépendante après avoir contrôlé les effets individuels.

Le tableau N°2 ci-dessous donne les élasticités moyennes du PIB

Tableau N°2 : Résultats des estimations des élasticités moyennes

Variables	Élasticités	Probabilités
OUV	0.34	0.01***
IDE	0.17	0.89
DEVFIN D1.	0.06	0.80
INV D1.	0.04	0.00***
TI	0.04	0.00***
CAPHU	0.02	0.05**

Source : Construit par l'auteur

D'après ces résultats on peut observer que les élasticités moyennes du PIB par rapport à l'ouverture commerciale, aux investissements en capital physique, à l'inflation et aux investissements en capital humain sont significatives au seuil de 5%. Par ailleurs, l'élasticité du PIB par rapport à l'ouverture commerciale est de 0.34% ; cela signifie que l'augmentation d'un point de pourcentage de l'ouverture commerciale engendre une augmentation du PIB de 0.34%. Pour les investissements en capital physique, l'inflation et les investissements en capital humain, leurs élasticités sont respectivement de 0.04%, 0.04% et 0.02%. Ceci veut dire que l'augmentation d'un point de pourcentage des investissements en capital physique, l'inflation et les investissements en capital humain engendre respectivement une augmentation du PIB de 0.04%, 0.04% et 0.02%.

Il ressort de l'estimation que l'augmentation d'un point de pourcentage de l'ouverture commerciale engendre une augmentation de la croissance économique des économies de la sous-région de 0.34%. Cette significativité statistique montre la manière dont l'intensification des échanges de la région, entraîne des effets positifs sur la croissance de ses économies qui, bénéficient de l'épanouissement du marché et des effets induits liés à la spécialisation et à la diversification des biens, soumis à l'échange tout en ayant des retombés positifs en termes d'avantages comparatifs. Ce qui confirme les prédictions antérieures de certains auteurs (Balassa, 1978 ; Barro et Sala-I-Martin, 1995 ; Sachs et Warner, 1995 ; et Greenaway et al., 1998 ; Frankel et Romer, 1999).

Les résultats issus l'estimation du modèle à effets fixes, relèvent une relation non significative mais positive entre les IDE entrants dans l'UEMOA et la croissance économique des pays membres. Un tel résultat, bien que paradoxal a été relevé par Borensztein et al., (1998), par Singh (1988), Carkovic et Levine (2002) et Zalle (2011) en ce qui concerne généralement les PED et ceux de l'UEMOA en particulier.

Conclusion

En somme, il ressort de ce travail que l'augmentation d'un point de pourcentage de l'ouverture commerciale entraîne une augmentation de la croissance économique des pays de l'UEMOA à hauteur de 0.34%. Les flux des IDE demeurent néanmoins sans impact sur la croissance des pays de la région du fait de la faible attractivité de ces investissements. Ces résultats permettent de confirmer l'hypothèse selon laquelle, l'ouverture commerciale influence positivement la croissance économique des pays de l'UEMOA et d'infirmer celle qui stipule que les investissements directs étrangers agissent efficacement sur la croissance économique des pays de l'UEMOA. Ainsi, pour une meilleure attractivité des IDE afin booster la croissance économique des pays de l'UEMOA, il est judicieux de renforcer d'une part, les infrastructures de transport, la coordination des politiques économiques entre les États membres et la promotion des secteurs agro-industrie et technologiques. Et d'autre part, d'encourager la diversification économique pour réduire la dépendance aux secteurs spécifiques et l'intensification des échanges intra-UEMOA.

La prise en compte de ces suggestions dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement dans les pays de l'UEMOA permettront à terme aux IDE d'impulser significativement la croissance économique des pays membres et par ricochet celle de la sous-région.

La non disponibilité des données sur de longue période couvrant l'ensemble des pays est l'une des limites majeures à ce travail. En termes de perspectives futures, nous suggérons d'élargir l'étude sur des pays en développement.

BIBLIOGRAPHIE

Akinsola, F. A., & Odhiambo, N. M. (2017). *Inflation and Economic Growth: A Review of the International Literature*. <https://doi.org/10.1515/cer-2017-0019>

Alaya, M., Nicet-Chenaf, D., & Rougier, É. (2009). À quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens. *Mondes en développement*, 148(4), 119-138. <https://doi.org/10.3917/med.148.0119>

Amadou, A., Baoula, K. W., & Ali, Y. (2020). Existe-t-il un Lien Entre le Regimbe de Change et la Diversification des Exportations dans les Pays de la CEDEAO ? *Revue Internationale des Economistes avec la collaboration de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion*, 5(nr 2), 175-197. <http://bazekon.icm.edu.pl/bazekon/element/bwmeta1.element.ekon-element-000171620516>

Asante, C. (1998). *Le Panafricanisme et l'intégration régionale*.

Bachelier, A. (2012). *Essai sur l'intégration régionale et la politique budgétaire* [These de doctorat, Paris 1]. <https://www.theses.fr/2012PA010042>

BAD. (2019). *Perspectives économiques en Guinée-Bissau* [Text]. African Development Bank Group. <https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/guinea-bissau/guinea-bissau-economic-outlook>

Balasubramanyam, V. N., Salisu, M. A., & Sapsford, D. (1996). Foreign Direct Investment, Trade Policy and Economic Growth. In V. N. Balasubramanyam & D. Greenaway (Éds.), *Trade and Development: Essays in Honour of Jagdish Bhagwati* (p. 3-21). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1007/978-1-349-25040-0_1

Balogan, K. A.-A. (2021). À quand l'union monétaire de la CEDEAO ? Une analyse en termes de chocs externes. *Revue Economie, Gestion et Société*, 1(30), Article 30. <https://doi.org/10.48382/IMIST.PRSM/regs-v1i30.27608>

Barro, R. J. (1995). *Inflation and Economic Growth* (Working Paper N° 5326). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w5326>

Bastidon, C. (2017). *Mondialisation, accords commerciaux régionaux et intégration de l'Afrique*. 1-163. <https://www.torrossa.com/en/resources/an/4835076>

BCEAO. (2022a). *Analyse de la structure du commerce extérieur de biens et de services de l'UEMOA* (p. 73).

BCEAO. (2022b). *Rapport sur le commerce extérieur au titre de l'année 2021* (p. 91).

BCEAO. (2022c). *Rapport sur le commerce extérieur de l'UEMOA au titre de l'année 2021* (p. 91).

Behanzin, T. D. T., & Konte, M. A. (2021). Impact de l'ouverture commerciale sur croissance économique dans la CEDEAO. *Revue Internationale des Economistes de Langue Française : revue de l'Association Internationale de Economistes de Langue Française avec la collaboration Université des Sciences Economiques et de Gestion*, 6(nr 2), 106-124. <https://doi.org/10.18559/RIELF.2021.2.5>

Blancheton, B. (2004). « *Le concept de développement en débat* ». 11.

- Bouyacoub, A. (2012). Croissance économique et développement 1962-2012 : Quel bilan ? *Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, 57-58, 91-113. <https://doi.org/10.4000/insaniyat.13761>
- Bureau, D., Glachant, J.-M., & Schubert, K. (2023). Le triple défi de la réforme du marché européen de l'électricité. *Notes du conseil d'analyse économique*, 76(1), 1-12. <https://doi.org/10.3917/ncae.076.0001>
- Cameron, G., Proudman, J., & Redding, S. (2000). *Productivity growth in an open economy: The experience of the UK*.
- Chassagnon, A. (2012). 5—*La Croissance Economique : La théorie et les faits*. 39.
- Cling, J.-P., de Vreyer, P., Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2004). La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté. *Revue française d'économie*, 18(3), 137-187. <https://doi.org/10.3406/rfec.2004.1531>
- Cogneau, D., & Mesplé-Somps, S. (2003). Les illusions perdues de l'économie ivoirienne et la crise politique. *Afrique contemporaine*, 206(2), 87-104. <https://doi.org/10.3917/afco.206.0087>
- Cohen, D. (2002). Mondialisation et croissance économique : Qui détermine quoi ? *Revue du MAUSS*, 20(2), 119-122. <https://doi.org/10.3917/rdm.020.0119>
- Coissard, S. (2009). Paul Krugman ou la théorie au service de la politique économique. *L'Économie politique*, 41(1), 46-57. <https://doi.org/10.3917/leco.041.0046>
- Crifo-Tillet, P. (1999). L'analyse de l'innovation dans les modèles de croissance endogène. *Revue française d'économie*, 14(2), 189-221. <https://doi.org/10.3406/rfec.1999.1083>
- Damdani, F. G., Biti, C. A., & Nlom, J. H. (2023). L'impact de la stabilité politique sur la croissance économique soutenable dans la zone CEMAC : Une analyse économétrique avec données de panel. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(2-2), 76-93. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7786147>
- DGT_Côte d'Ivoire. (2023a). *Situation économique et financière de l'UEMOA*. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI/veille-regionale>
- DGT_Côte d'Ivoire. (2023b, juillet). *Suivi régional—CÔTE D'IVOIRE | Direction générale du Trésor*. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI/veille-regionale-1>
- Ducros, B. (1951). Viner (Jacob)—The Customs union issue. *Revue économique*, 2(6), 801-802. https://www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1951_num_2_6_406878_t1_0801_0000_001

- Dupuigrenet-Desroussilles, G. (1964). Balassa (Bela)—The theory of economic integration. *Revue économique*, 15(1), 145-146. https://www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1964_num_15_1_407595_t1_0145_0000_001
- Edwards, S. (1998). Openness, Productivity and Growth: What Do We Really Know? *The Economic Journal*, 108(447), 383-398. <https://doi.org/10.1111/1468-0297.00293>
- Gammadigbé, V. (2012, avril). *Les cycles économiques des pays de l'UEMOA : Synchrones ou déconnectés ?* [MPRA Paper]. <https://mpira.ub.uni-muenchen.de/39424/>
- Gaudard, G. (2006). Economie Régionale et urbaine. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, octobre (4), 523-529. <https://doi.org/10.3917/relu.064.0523>
- Gnimassoun, B. (2019). L'intégration de l'UEMOA est-elle pro-croissance ? *Revue d'économie politique*, 129(3), 355-390. <https://doi.org/10.3917/redp.293.0355>
- Gregori, T. (2021). Protectionism and international trade : A long-run view. *International Economics*, 165, 1-13. <https://doi.org/10.1016/j.inteco.2020.11.001>
- Grynspan, R., & Oramah, M. B. O. (2022). *Rapport 2022 sur le développement économique en Afrique*. 208.
- Guellec, D., & Ralle, P. (2003). *Les nouvelles théories de la croissance : La Découverte*. <https://doi.org/10.3917/dec.guell.2003.01>
- Hamaide, B., Fauchaux, S., Neve, M., & O'Connor, M. (2012). Croissance et commerce : La pensée et les faits. *Reflets et perspectives de la vie économique*, LI (4), 9-24. <https://doi.org/10.3917/rpve.514.0009>
- Hassane, A., Chadia, Z., & Ahmed, O. (2021). Effects and interaction between FDI, human capital and economic growth : Literature review: Effets et interaction entre IDE, Capital humain et Croissance économique : Revue de littérature. *African Scientific Journal*, 3(8), 126-126. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5675198>
- Houefa. (2022, novembre 22). Commerce extérieur au titre de l'année 2021 : Le Bénin, 1er pays exportateur de coton dans l'Uemoa. *L'économiste du Bénin*. <https://leconomistebenin.com/commerce-exterieur-au-titre-de-lannee-2021-le-benin-1er-pays-exportateur-du-coton-dans-luemoa/>
- Hugon, P. (2015). L'intégration régionale et les trappes à vulnérabilité. *Revue Tiers Monde*, 222(2), 123-140. <https://doi.org/10.3917/rtm.222.0123>
- INSEE. (2019, novembre). *Définition—Investissements directs étrangers* | Insee. <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1263>

- Jedlane, N., & Saidane, D. (2012). *Intégration financière et gouvernance régionale en Afrique du nord*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.32661.73440>
- Khalouki, H., & Rachidi, M. A. (2016). Analyse de la relation entre ouverture et croissance économique dans les pays en développement. *Revue Marocaine de Gestion et d'Économie*, 6, Article 6. <https://revues.imist.ma/index.php/RMGE/article/view/5051>
- Khanal, M. (2021). Relationship between Macroeconomic Policy and Long-Run Economic Growth of Nepal. *Quest Journal of Management and Social Sciences*, 3(2), 265-276. <https://doi.org/10.3126/qjmss.v3i2.41584>
- Kim, S., & Shin, E.-H. (2002). A Longitudinal Analysis of Globalization and Regionalization in International Trade: A Social Network Approach*. *Social Forces*, 81(2), 445-468. <https://doi.org/10.1353/sof.2003.0014>
- Kohpaiboon, A. (2009). Vertical and Horizontal FDI Technology Spillovers : Evidence from Thai Manufacturing. *Economic Research Institute for ASEAN and East Asia, Papers*.
- Laffiteau, E., & Samaké-Konaté, R. (2016). La monnaie commune au sein de la CEDEAO : Enseignements d'une analyse en cluster. *Revue d'économie du développement*, 24(1), 99-119. <https://doi.org/10.3917/edd.301.0099>
- Levine, R., & Renelt, D. (1992). A Sensitivity Analysis of Cross-Country Growth Regressions. *American Economic Review*, 82, 942-963.
- Mainguy, C. (2004). L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement. *Région et Développement*, 20, 65-89.
- Mamoudou, G. (2018). *Index de l'émergence en Afrique 2017*. 54.
- Mano, L. (2015). *Mémoire Online—Effets de l'ouverture commerciale sur la croissance économique du Burkina Faso. - Yempabou Landry Clotaire MANO*. https://www.memoireonline.com/05/19/10794/m_Effets-de-l-ouverture-commerciale-sur-la-croissance-economique-du-Burkina-Faso7.html
- Mansouri, B. (2023). *EFFETS DES IDE ET DE L'OUVERTURE COMMERCIALE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU MAROC*.
- Matveev, D., & Ruge-Murcia, F. (2023). Tariffs and the Exchange Rate: Evidence from Twitter. *IMF Economic Review*. <https://doi.org/10.1057/s41308-023-00206-x>
- Melo, J. D., & Panagariya, A. (1995). *New Dimensions in Regional Integration*. Cambridge University Press.

- Mrabet, Z. (2010). *Impact de l'ouverture commerciale sur le marché du travail des pays en voie de développement: Le cas de la Tunisie*. [Phdthesis, Université Paris-Est]. <https://theses.hal.science/tel-00595407>
- Musungaie, A. N. (2010). L'intégration monétaire en Afrique : Particularités et rationalité économique. *Reflets et perspectives de la vie économique*, XLIX (4), 83-92. <https://doi.org/10.3917/rpve.494.0083>
- Nanfosso, T., & A, R. (2016). La Qualité de 'Intégration de l'Afrique dans l'Économie Mondialisée. *Revue Internationale des Economistes de Langue Française: revue de l'Association Internationale de Economistes de Langue Française avec la collaboration Université des Sciences Economiques et de Gestion*, 1(nr 1), 129-148. <http://bazekon.icm.edu.pl/bazekon/element/bwmeta1.element.ekon-element-000171669967>
- Ngakoli, E. V. (2020). Effets des IDE sur la croissance Economique au Congo : Une analyse à base de l'effet seuil. *International Journal of Economics and Management Research*, 1(2), 62-80. <https://revues.imist.ma/index.php/IJEMARE/article/view/21072>
- OCDE. (2008). *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux* (p. 288).
- Opimba, L. O. (2009). *L'impact de la dynamique de l'intégration régionale sur les pays de la SADC : Une analyse théorique et empirique* [Phdthesis, Université Montesquieu - Bordeaux IV]. <https://theses.hal.science/tel-00468711>
- Opoku, E. E. O., Ibrahim, M., & Sare, Y. A. (2019). The causal relationship between financial development and economic growth in Africa. *International Review of Applied Economics*, 33(6), 789-812. <https://doi.org/10.1080/02692171.2019.1607264>
- Padoan, P. (2010). Chapitre 7. Objectif croissance : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Indonésie. *Réformes économiques*, 6(1), 221-261. <https://www.cairn.info/revue-reformes-economiques-2010-1-page-221.htm>
- Patrick, S. (2002). *Econométrie des données de panels*. Dunod.
- Poulain, É. (2002). *Lexique du commerce international*. Editions Bréal.
- Raissa, G. S. C., & Salif, K. (2023). *Analyse de la nature de la relation entre le commerce international et l'industrialisation : Approche comparative pour 97 pays*.
- Read, D. M. Y., & Parton, K. A. (2009). Economic Deregulation and Trade Liberalization in Kenya, Tanzania and Uganda: Growth and Poverty. *Journal of Economic Issues*, 43(3), 567-586. <https://doi.org/10.2753/JEI0021-3624430301>

- Richet, X. (2014). L'internationalisation des firmes chinoises : Croissance, moteurs, stratégies. *Revue Tiers Monde*, 219(3), 59-76. <https://doi.org/10.3917/rtm.219.0059>
- Rivera-Batiz, L. A., & Romer, P. M. (1991). International trade with endogenous technological change. *European Economic Review*, 35(4), 971-1001. [https://doi.org/10.1016/0014-2921\(91\)90048-N](https://doi.org/10.1016/0014-2921(91)90048-N)
- Rodrik, D. (2001). Les mirages de l'ouverture extérieure. *L'Économie politique*, 10(2), 44-54. <https://doi.org/10.3917/leco.010.0044>
- Sarr, Y. (2015). Introduction générale. In *L'intégration juridique dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et dans l'organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA)* (p. 21-35). Presses universitaires d'Aix-Marseille. <http://books.openedition.org/puam/384>
- Selenge, B. M., & Kasongo, M. M. (2022). Investissements directs étrangers et croissance économique : Une analyse empirique des données de l'Afrique des Grands Lacs. *Repères et Perspectives Économiques*, 6(2), Article 2. <https://doi.org/10.34874/IMIST.PRSM/RPE/34794>
- Serranito, F. (s. d.). *Openness, growth and convergence clubs: A threshold regression approach*.
- SHUSU, J. (2019). *Mémoire Online—Intégration régionale et croissance économique de la zone CEEAC, étude théorique et empirique de 1995 2018*. Mémoire Online. https://www.memoireonline.com/07/21/11972/m_Intgration-rgionale-et-croissance-conomique-de-la-zone-CEEAC-tude-thorique-et-e0.html
- Si Mohammed, K., & Reguig, M. K. (2017). Le Lien entre l'Ouverture Commerciale, les IDE et la Croissance Économique en Algérie : Application du Modèle Var. 101-110. <https://doi.org/10.12816/0037724>
- Sidrauski, M. (1967). Inflation and Economic Growth. *Journal of Political Economy*, 75(6), 796-810. <https://doi.org/10.1086/259360>
- Siroën, J.-M., & Andrade, D. (2016). Regional Trade Agreements and the Spread of International Labours Standards. *Working Papers*, Article hal-01399908. <https://ideas.repec.org/p/hal/wpaper/hal-01399908.html>
- Spilimbergo, A., Londoño, J. L., & Székely, M. (1999). Income distribution, factor endowments, and trade openness. *Journal of Development Economics*, 59(1), 77-101. [https://doi.org/10.1016/S0304-3878\(99\)00006-1](https://doi.org/10.1016/S0304-3878(99)00006-1)
- UEMOA. (2022, juillet). *Le commerce extérieur de l'UEMOA en 2020*. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI/commerce-exterieur-de-l-uemoa-en-2018>

UEMOA. (2023). *États membres de l'accord commercial UEMOA*. DonnéesMondiales.com. <https://www.donneesmondiales.com/accords-commerciaux/uemoa-economie-ouest-africaine.php>

Venables, A. J. (2003). Winners and Losers from Regional Integration Agreements. *The Economic Journal*, 113(490), 747-761. <https://doi.org/10.1111/1468-0297.t01-1-00155>

Votsoma, P., & Mohammadou, N. (2020). Institutions économiques, commerce international et croissance économique dans un contexte de dépendance des ressources naturelles. *Alternatives Managériales Économiques*, 2(4), 387-406. <https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v2i4.23400>

Vujisic, M. (2012). *Les nouvelles théories du commerce international*. 10.

Zahonogo, P. (2016). Financial Development and Poverty in Developing Countries: Evidence from Sub-Saharan Africa. *International Journal of Economics and Finance*, 9(1), 211. <https://doi.org/10.5539/ijef.v9n1p211>